

## CHAMBRES DE COMMERCE

# Elles votent la défiance envers le gouvernement

Cela ne s'était jamais vu dans l'histoire des Chambres de commerce : hier, pour la première fois, elles ont voté une motion de défiance envers le gouvernement. Motif de cette colère : elles s'estiment déconsidérées par l'attitude des pouvoirs publics. Et, surtout, menacées dans leur avenir. D'où cette lettre envoyée à Manuel Valls il y a quelques jours, qui fait part de leurs préoccupations, notamment celles budgétaires face aux mesures que pourrait à prendre le gouvernement.

Hier, un pas de plus a été franchi. Outre le vote de la motion de défiance à une quasi-unanimité, laquelle sera envoyée à tous les Préfets, les présidents des Chambres de commerce ont



Dominique Estève,  
président de la CCI Paca. /DR

demandé aux représentants de l'État de quitter les lieux. *"Nous, nous quittons la table. On veut nous mettre sous tutelle et contrôler l'opportunité de nos investissements a priori, dès lorsqu'ils atteignent un million d'euros. On veut paralyser notre activité en niant notre rôle. On nous traite avec désinvolture, alors que membres consulaires sont des chefs d'entreprise élus et bénévoles"*, tempête Dominique Estève, le président de la Chambre régionale Paca et membre du comité directeur de CCI de France.

Dominique Estève explique encore que le temps presse et que les Chambres de commerce ont besoin de disposer d'un cadre précis pour établir leur budget. Et surtout, le planning de leurs actions en faveur des entreprises. *"Les Chambres attendent et ne peuvent travailler en aveugle. Tout cela aura un impact".* Lequel? *"Il y a notamment ce risque de voir fermer des centres de formation, ce qui serait préjudiciable à l'apprentissage. La rentrée est en septembre, on n'en est plus très loin et on ne sait toujours pas commence financer cela"*.

Bref, le ton monte et pourrait bien s'envenimer davantage si les CCI se mettent réellement à ne plus exercer leurs missions et à ne plus exercer assurément la promotion des actions gouvernementales. *"La balle est dans le camp du gouvernement"*, répond Dominique Estève.

Jean-Luc CROZEL